

Interview avec

"Je ne pense pas que le changement

Nouakchott-Info : Cadre du mouvement panarabe en Mauritanie et du PRDS chargé des études et des recherches, vous avez publié une déclaration critique en 1997 qui s'élève contre le limogeage des Nassériens. Et six années plus tard une autre déclaration musclée dans laquelle vous annonciez votre soutien au candidat Haidalla. Plus tard on vous signale dans des prisons à l'extérieur où vous êtes accusés d'être un putschiste. Ici les supputations vont bon train vous concernant. Votre retour au pays a encore été une surprise. Il y a lieu de dire que votre parcours intrigue...

Ahmed Ould Dowmane : Permettez-moi tout d'abord de remercier Nouakchott-Info. Je m'appelle Ahmed Ould Dowmane natif de Tidjikja où j'ai fait mes études primaires. Je suis ensuite venu à Nouakchott pour continuer mes études secondaires et supérieures. Après le bac j'ai fait l'ENS option philosophie. J'ai enseigné à Nouakchott et Rosso avant de bénéficier d'une bourse d'étude en Tunisie. Après la fin de mes études j'ai intégré le ministère de l'Education Nationale. Pour ce qui est de mon parcours politique, j'ai appartenu au mouvement nassériste dans les années 70. Je suis quelqu'un qui croit à la Mauritanie c'est pourquoi je suis convaincu que ce pays a droit à une justice et un développement harmonieux. Les ressources doivent être réparties avec équité et le pays doit évoluer dans son environnement naturel arabe et africain. Naturellement je suis convaincu et fidèle aux idéaux qui font mon éducation, tous fondés sur le patriotisme. J'ai commencé à militer dans des mouvements clandestins. Et après le début du processus démocratique j'ai continué mon bonhomme de chemin et je suis resté sur mes gardes vis-à-vis d'un processus et de partis qui n'étaient pas convaincants. Et le changement se faisait toujours attendre. Le processus démocratique tel qu'il a été conçu et déclenché en 91-92 ne m'a pas convaincu parce qu'il n'y avait pas une avancée démocratique dans le sens d'un changement qui implique une répartition des pouvoirs, une alternance régulière, plus de liberté et donc j'avais décidé de continuer d'opérer dans la clandestinité ou par le canal d'associations culturelles telles que l'association des Mourabitoune et d'autres. En 1996, les autorités en place ont entamé un dialogue avec nous et sur leur demande. Nous avions alors discuté avec eux sur la base d'un programme constructif et des principes. Ce qui nous intéressait ce n'était pas des nominations ou des préoccupations matérielles. On voulait un programme clair et des valeurs nobles. Après ces concertations nous avons décidé de rejoindre la PRDS étant convaincus que nous pouvions apporter notre contribution pour l'orientation du pouvoir vers ce qui peut être l'intérêt national, contrairement aux relations diplomatiques avec Israël et à la dissolution de l'UFD/EN. J'ai personnellement refusé d'être associé à des missions qui ont eu à travailler dans ce sens. J'ai également eu à m'élever contre les obstructions faites à l'encontre de la chaîne Al Jazeera

et à d'autres organes de presse. Et lorsqu'il y avait eu cette déclaration qui dénonçait le retrait des Nasséristes du PRDS, j'ai eu à prendre l'initiative de donner notre point de vue sur cette question au sein du PRDS.

NI : A cette époque au PRDS, on vous considérait comme des agents de la Libye ?
AOD : Certainement on était devenu indésirable. C'est pourquoi les choses sont allées de mal en pis jusqu'à la dernière campagne.

NI : Est-ce qu'on peut considérer que votre soutien à Haidalla traduit un certain désarroi surtout pour vous les nassériens. Vous avez oublié vos souffrances des années 80. Etes vous décus à tel enseigne que vous avez gommé ces souvenirs les considérant meilleurs à la situation actuelle ?

AOD : Comme je vous l'ai dit c'est le régime qui a abandonné tous les principes et les choses qui nous liaient avec lui et s'est entêté comme on l'a précisé dans le communiqué de soutien au président Haidalla. Effectivement toute la mouvance nationaliste a été en proie à une grande déception. Car c'est ce courant qui défend réellement ce régime et c'est lui qui adopte ses idées et prône l'identité comme cheval de bataille et autres idées qui ont permis à ce régime de se maintenir dans la stabilité et l'a défendu dans les plus difficiles conditions. Mais dès qu'il s'est senti bien assis, ce régime a dénié tous ces principes en les rejetant en bloc. Alors on a soutenu Mohamed Khouna Ould Haidalla malgré le fait qu'en 1984 on a eu des problèmes similaires, on n'oublie pas qu'on a souffert dans les prisons. Il est vrai que Mohamed Khouna a emprisonné les corps et les a torturé mais l'actuel régime a emprisonné et les corps et les idées, les principes et les valeurs. Il a tout emprisonné et jusqu'à présent nous vivons cette réalité. Nous sommes des patriotes nous n'avons jamais été et ne serons jamais avec Haidalla, nous avons signé un accord dans lequel il s'excuse pour les événements de 1984 et s'engage avec nous sur la base de certains principes comme la construction du pays, la préservation de son identité, son islamité et ses relations dans son environnement arabe, africain et islamique et le retour aux organisations sous-régionales qui sont vitales pour la Mauritanie telles que la CEDEAO.

NI : Qu'est-ce que vous reprochez à l'APP qui est considérée comme une vitrine nassériste ? Pourquoi n'avez-vous pas mené votre combat au sein de l'APP ?

AOD : On ne reproche rien à l'APP. Nous, on réfléchissait à l'intérêt de la Mauritanie, à la personnalité capable de rassembler la rue mauritanienne, d'apporter le changement et ce qui manque au pays en matière de souveraineté de primauté de la loi, bref de justice. On pensait à sauver le pays et le débarrasser de ce régime et donc on avait misé sur le meilleur cheval qui puisse remporter les suffrages.

NI : Admettons que votre candidat ait gagné. Est-ce que ça n'aurait pas été un mélange entre nouveaux amis et ennemis d'hier. Quel compromis aurait-il pu trouver

entre nationalistes arabes de diverses orientations, islamistes, extrémistes négro mauritaniens, El Hor, notabilités traditionnelles ? Dans quel moule allait-il les mettre ? Seule l'aversion pour Ould Taya réunissait tout ce beau monde.

AOD : Notre premier objectif est d'apporter le changement. Après ce changement, on avait établi un accord avec notre candidat écrit sur certaines valeurs et principes qu'on a jugé importantes dans l'intérêt de la Mauritanie. Si Mohamed Khouna tient son engagement c'est bien sinon on allait l'affronter comme on l'a affronté dans le passé et on a affronté ceux qui sont venus après lui. Et nous n'avons aucune gêne de combattre pour des valeurs et principes auxquels nous croyons.

NI : D'habitude, lorsqu'on émigre et on demande l'asile politique on se dirige vers l'Europe, l'Amérique ou la Grande Bretagne. Pourquoi avez-vous choisi de vous éloigner en vous rendant au Mali ? Et paraît-il vous vous êtes rendu aussi au Niger et au Burkina Faso. Que faisiez-vous dans ces pays ?

AOD : Nous avons choisi de nous diriger vers ces pays africains parce qu'ils ont une frontière avec le pays et comme nous sommes convaincus que le changement ne peut et ne doit intervenir que de l'intérieur, nous avons voulu rester prêts de la scène nationale. En Irak, 6 millions d'agents irakiens se sont opposés à Saddam Hussein, mais ça n'a pas donné le changement. Nous ne voulons pas vivre à l'étranger.

NI : Depuis le 21 novembre 2003 vous étiez dans le Sahel africain. Comment avez-vous été accueilli par les communautés mauritaniennes installées dans ces pays. ont-elles été solidaires avec vous ?

AOD : Nous avons quitté ce pays dans des conditions difficiles. Arrivés au Mali, nous n'avions aucun moyen à part des téléphones que nous avons vendus pour avoir de quoi se déplacer. Dans les endroits où nous arrivions, nous passions parfois des nuits sans dîner. En réalité, nous avons rencontré d'anciens

amis arabes et touaregs avec qui nous avions noué des relations et ils nous fournissaient des moyens de transport et nous assuraient l'hébergement jusqu'à ce que nous nous sommes déplacés au Niger. Nous vivions dans des conditions extrêmement difficiles. Dans certains endroits, nous sommes restés des semaines sans moyens de transport.

NI : En janvier 2004, vous arrivez au Burkina Faso cherchant à faire des papiers au consulat du Mali. Et là vos problèmes commencent. Pourquoi le compatriote [Ould Chavi] rencontré sur place vous a-t-il créé selon vous, des problèmes. Lui, il a prétendu que vous êtes venus pour lui créer des problèmes en déclarant que vous êtes envoyés par quelqu'un qui aurait des rapports avec les putschistes en fuite.

AOD : Après toutes les difficultés que nous avons rencontrées, certains amis nous ont conseillé de prendre contact avec le Mauritanien auquel vous faites allusion pour nous aider à obtenir des passeports. Nous ne connaissons pas les proches des putschistes auxquels il a fait allusion dans son interview avec votre journal.

NI : Mais vous aviez des papiers maliens ?
AOD : Nous avons des pièces maliennes et nous l'avons contacté et il s'est engagé à nous faire les passeports. C'était le jeudi, et le vendredi matin la police du Burkina est venue nous interpellé, sous prétexte que nous faisons partie des putschistes poursuivis et que nous possédions des papiers maliens falsifiés.

NI : Comment Ould Chavi peut-il vous accuser de putschiste. Il doit vous connaître. Les Mauritaniens se connaissent tous. Ahmed Ould Dowmane était directeur de campagne. Ould Chavi a affirmé que vous lui avez parlé des putschistes et il a eu peur de vous ?

AOD : Moi, je pense que Ould Chavi avait peut-être des intérêts que notre présence pouvait menacer par conséquent il ne réfléchissait que sur les modalités de se débarrasser de nous. Il

par la violence soit la solution adéquate"

nous a présenté aux Burkinabé comme étant des putschistes et à l'opinion nationale comme des espions puis dans une interview avec Nouakchott-Ino comme des rebelles qui cherchent à pousser les Mauritaniens dans ces pays à prendre les armes contre leur pays d'origine. Donc, nous avons compris qu'il avait des intérêts que notre présence dans cette zone pourrait menacer. Ould Chavi nous connaît très bien. Il sait très bien que nous ne sommes pas des espions et encore moins des putschistes.

NI : Quel crédit les autorités du Burkina ont donné à votre accusation d'être des putschistes ?

ADD : Les autorités du Burkina sont sûres et certaines que nous ne sommes pas des putschistes. Nous avions avec nous des documents qui nous mandataient durant la campagne électorale. Moi j'étais directeur de campagne. Mohamed Ould Lillahi Coordinateur régional. Puis les services de renseignement mauritaniens ont apporté les photos des 9 putschistes recherchés et nous ne figurions pas sur cette liste dont des mandats d'arrêt sont lancés contre eux. Nous ne connaissons pas les putschistes pas avant ni après. Malgré cela nous sommes restés dans des cellules dans des conditions difficiles et nous avons été livrés au Mali sur la base d'un PV nous présentant comme étant des officiers (commandant, capitaine et lieutenant).

NI : Vous affirmez que vous n'êtes pas putschiste, ce que nous soutenons d'ailleurs avec vous, par contre, comment nous convaincre que vous n'êtes pas des taupes ?

ADD : L'opinion publique sait que nous sommes clairs. Lorsqu'il s'agissait de s'opposer au pouvoir, nous l'avons fait publiquement et lorsqu'il s'agissait de le soutenir, nous l'avons fait aussi publiquement. Mais les renseignements mauritaniens ont pris l'habitude de faire planer le doute sur tout opposant engagé et sérieux. Convaincu de notre opposition et craignant une éventuelle coordination entre nous et les putschistes en cavale dans la zone, ils ont diffusé ces rumeurs et engagé leurs agents à l'étranger pour les entretenir.

NI : Vous pouvez confirmer que les autorités mauritaniennes ont demandé votre extradition pendant que vous étiez au Burkina Faso et lorsque vous étiez retournés au Mali ?

ADD : D'après ce que nous a fait savoir le chef de la sécurité du Burkina Faso Thierry Antoine, un brave monsieur, le Burkina n'extrade pas vers la Mauritanie et n'extrade jamais de politiciens ou des gens poursuivis pour leurs opinions. Il y avait le responsable du renseignement mauritanien qui était venu sur invitation de Ould Chavi et avait rencontré la sécurité Burkinabé. Il avait séjourné entre le 19 et le 21 janvier 2004 et habitait avec Moustapha Ould Chavi. Il a demandé qu'on lui soit

remis mais les Burkinabé ont refusé. Ensuite ils ont reçu des pressions pour qu'on soit expulsé au Mali où la Mauritanie a introduit une demande d'extradition.

NI : Et le Mali a refusé encore de vous extraditer ?

ADD : Le Mali a refusé de nous livrer. C'est un pays de droit. C'est le seul pays africain de ceux que nous avons visité où il y a une souveraineté du droit et une alternance sur le pouvoir. D'ailleurs il a des précédents dans l'extradition d'individus par le passé avec la Mauritanie. Cela nous a beaucoup aidé et le Mali a refusé de nous livrer. On nous y a jugé sur l'affaire des papiers seulement, les autres accusations ne furent pas prises en compte.

NI : Avez-vous durant votre longue randonnée dans le Sahel africain constaté des activités qui menacent la sécurité nationale ?

ADD : Nous ne sommes pas entrés dans la zone saharienne. Nous sommes restés essentiellement dans les capitales Ouagadougou, Bamako, Niamey. Donc nous ne sommes pas allés dans les zones du Sahara. Ce sont des zones difficiles d'accès et complexes.

NI : Des gens y parlent de Groupes salafistes, de cavaliers pour le changement...

ADD : Personnellement je n'ai rien entendu à part ce que rapporte les moyens d'information concernant les mouvements salafistes qui sont armés et qui sillonnent le Sahara.

NI : Vous appartenez à une mouvance politique dont des membres vous ont accusés sur Internet d'être une taupe. Par la suite, des éléments de cette même mouvance ont créé une Alliance dite patriotique qui prône la lutte armée. Pourquoi avez-vous préféré rentrer de votre exil au lieu de les rejoindre dans leur nouvelle alliance ?

ADD : Nous faisons partie de ceux qui sont partis après que notre candidat ait subi l'injustice après le truquage des élections et le coup d'Etat constitutionnel. Mais ce qui importe pour nous lors de notre départ c'est la Mauritanie et ses intérêts. Moi je ne veux pas vivre de l'opposition malgré que j'ai eu l'asile politique. Nous ne voudrions pas vivre à l'extérieur de la Mauritanie car nous sommes convaincus que le changement ne peut s'opérer que de l'intérieur. Chacun a sa façon d'agir selon son tempérament mais nous on ne pense pas que le changement par la violence soit la solution adéquate. Et ceux qui ont opté pour le changement par la violence ne peuvent pas durer. En tout cas, notre ambition est d'apporter un changement pacifique.

NI : Quelle est votre position par rapport à ceux qui prônent la violence ?

ADD : C'est leur conviction. Nous n'avons pas discuté avec eux. Et notre conviction à ce sujet est claire. Chaque partie à sa propre conviction. Chacun doit veiller à l'intérêt du pays.

NI : Après 8 mois d'absence, comment retrouvez-vous la scène politique à votre retour ?

ADD : On remarque une augmentation de la censure, l'absence de liberté, plus d'interdiction de partis, plus de

refus de reconnaissance des nouveaux partis, plus de tracas pour les journalistes. On pensait qu'après tout ce qui s'est passé, après la campagne qu'il y aura une décompression. On a trouvé un grand silence. On ne sait pas si c'est le calme qui précède la tempête mais en tout cas, il alourdit le climat politique et les gens sont éprouvés et gardent le silence sur l'injustice et la confiscation des libertés. On souhaite vraiment que cette situation explosive ne dégénère pas.

NI : Vous ne remarquez pas une certaine évolution ?

Avec le parti SAWAB qui a été reconnu, la campagne contre la corruption, le discours du président de la République à Kiffa qui rompt avec le style classique Estimez-vous qu'il n'y a pas du nouveau ?

ADD : La reconnaissance de Sawab ainsi que les quelques libertés concédées peuvent être citées comme étant de bonnes actions. Mais il y a l'interdiction d'un autre parti et l'empêchement de la reconnaissance d'un autre. Pour la campagne anti-corruption, je ne pense pas que le problème de la Mauritanie soit un problème de quelques fonctionnaires zélés et corrompus. Le problème de la Mauritanie est un problème politique. Un problème de système. La réforme doit venir d'en haut. Notre crise n'est pas une crise administrative ou un contrôle qu'on doit instituer dans une administration donnée. Notre crise est une grande crise politique due au fait que tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'une seule personne. Crise à cause de la perte de crédibilité de notre Parlement et ses prérogatives. Ce n'est pas un commissariat qui peut redresser le pays. Le commissariat n'a pas pu gérer une crise de taxi à plus forte raison, le pays tout entier. Comme vous l'avez dit, c'est vrai que dans le discours du président il y a du nouveau. Pour la première fois, le sommet reconnaît présider un régime corrompu. Et ça c'est important. Il est important que le président reconnaisse ses erreurs après 20 ans. C'est tout à fait curieux qu'il reconnaisse que des choses se passent et qu'il ne soit au courant qu'après 3 ans. Ce qui fait qu'on ne sait pas qui dirige réellement la Mauritanie? Il n'est pas suivi dans ses décisions et il n'est au courant des choses qu'après 3 ans. Alors qui dirige quoi?

Si cela procède d'une conviction et d'une véritable foi, tout est bien. Car il est facile de se débarrasser de tout ce qui existe en associant l'opposition et essayer de faire une grande concertation avec elle en faisant des réformes nécessaires petit à petit.

Si c'est la reconnaissance des fautes et la poursuite des mêmes actes tout le même lancée, cela devient un grand péché. Si cela procède d'un éveil et que cela couvre une période de réforme, c'est bien surtout en s'ouvrant sur l'opposition.

Le redressement est un projet qui peut être initié et réussi par Ould Taya. Ce qui importe pour nous, ce sont les réformes.